

Cote du document:	<u>EB 2020/130/R.16/Add.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8 e) i) a)</u>
Date:	<u>1^{er} septembre 2020</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Investir dans les populations rurales

L'Union des Comores

Programme d'options stratégiques pour le pays

2020-2025

Additif

Réponse de la direction aux observations formulées par les États membres

Conseil d'administration — Cent trentième session
Rome, 8-11 septembre 2020

Pour: **Information**

Observations de la France	Réponse de la direction
<p>La France salue la pertinence du Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2020-2025 établi pour l'Union des Comores. Les priorités énoncées dans la stratégie rendent compte de manière précise des principales difficultés rencontrées par les autorités comoriennes et concordent avec le Plan national d'investissement agricole 2020-2024.</p> <p>Nous invitons la direction à analyser de façon exhaustive et à promouvoir pleinement la coordination des opérations du FIDA avec les programmes menés par d'autres bailleurs de fonds. Citons en particulier la Banque mondiale, dont le cadre de partenariat pays 2020-2024 prévoit le renforcement des secteurs de l'agriculture et de la pêche, ainsi que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui finance un projet de diversification et d'optimisation de la qualité des cultures vivrières. Nous invitons également le FIDA à renforcer sa coordination avec l'Agence française de développement (AFD) afin d'éviter les chevauchements entre le Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales (PREFER) et le Projet d'appui aux filières d'exportation et de développement rural (AFIDEV), un programme axé sur le développement des filières d'exportation et financé par l'AFD.</p> <p>En ce qui concerne le projet de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes ruraux prévu pour la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la France invite le FIDA à s'adresser aux acteurs de la formation et de l'insertion professionnelles présents sur le terrain, grâce au concours financier de l'Union européenne et de l'AFD (par exemple, le projet Komor Initiative).</p> <p>Enfin, nous souhaitons obtenir du FIDA des informations détaillées sur la cible de cofinancement envisagée (1:0,54), inférieure à la cible fixée pour FIDA11.</p>	<p>Noté avec appréciation.</p> <p>Nous tenons à vous assurer que nous ferons en sorte de coordonner étroitement nos efforts avec ceux d'autres bailleurs de fonds, dont l'AFD, la Banque mondiale et le PNUD, tout au long de l'exécution du COSOP. Ces bailleurs et partenaires de premier plan seront en effet consultés pendant la formulation du COSOP proposé, et le projet de document leur sera communiqué. Aux côtés du PNUD, de la Banque mondiale, de l'AFD et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous avons participé au groupe de travail de coordination sur l'agriculture en mars 2020 (ce groupe de travail poursuit ses activités de manière informelle, mais nous collaborerons avec d'autres bailleurs de fonds et partenaires du développement rural afin qu'il soit officiellement institué sous les auspices du Ministère de l'agriculture).</p> <p>L'équipe d'exécution de pays a fait part au Ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement, ainsi qu'à l'équipe de gestion du PREFER, de la recommandation visant le renforcement de la collaboration avec l'AFIDEV, et nous en assurerons le suivi en étroite collaboration avec les représentants de l'AFD aux Comores.</p> <p>Les réalisations et les enseignements tirés du dispositif actuel de formation et insertion professionnelles, financé par l'Union européenne et l'AFD, seront mis à profit pendant la conception du nouveau projet sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes prévu pour FIDA12, sous réserve que le pays reçoive une allocation au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). L'Union européenne et l'AFD seront assurément consultées, notamment pour examiner avec ces deux importants partenaires de développement de l'Union des Comores les possibilités de cofinancement.</p> <p>La cible de cofinancement (1:0,54) est le fruit d'une estimation prudente fondée sur les niveaux actuels de cofinancement dans le pays. Toutefois, après l'examen du COSOP et avec l'appui du Gouvernement comorien, nous étudierons la possibilité d'obtenir des cofinancements de l'AFD, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, du Fonds pour l'environnement mondial et des banques arabes, autant de partenaires qui continuent d'afficher leur vif intérêt pour le secteur agricole des Comores. D'ailleurs, des discussions préliminaires ont déjà été engagées avec la Banque africaine de développement et la Banque mondiale concernant les possibilités de cofinancement au profit du secteur agricole des Comores.</p>

Observations du Japon	Réponse de la direction
<p>Le Japon souscrit au COSOP pour l'Union des Comores. Il formule ces quelques observations ci-dessous.</p> <p>Compte tenu de la vulnérabilité des Comores aux changements climatiques et de la prévalence élevée de la pauvreté dans les zones rurales, où un grand nombre de personnes vivent de l'agriculture familiale, les objectifs stratégiques n^{os} 1 et 2 sont formulés de manière raisonnable et cadrent bien avec les priorités du Gouvernement comorien.</p> <p>Les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition demeurent à des niveaux alarmants, en particulier chez les femmes et les enfants. Ainsi, nous soutenons le fait que la stratégie de pays mette l'accent sur l'agriculture familiale et la production végétale, ainsi que sur l'amélioration de l'accès au marché, qui contribueront à stabiliser et à diversifier les apports nutritionnels et à augmenter les revenus en espèces des petits agriculteurs. Le Japon salue le ciblage prioritaire des femmes et des jeunes.</p> <p>En ce qui concerne les partenariats stratégiques, nous nous félicitons du renforcement des liens de partenariat avec les autres organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales, dont il est clairement fait état, et en particulier, nous tablons sur une coordination de qualité avec la FAO et le PNUD dans le secteur agricole, comme indiqué au paragraphe 54.</p>	<p>Noté avec appréciation.</p> <p>Noté avec appréciation.</p> <p>Noté avec appréciation.</p> <p>L'équipe d'exécution de pays tient à rassurer le Japon quant au fait que la coordination et les liens de partenariat avec les autres organismes des Nations Unies et institutions financières internationales, dont la FAO et le PNUD, seront renforcés, notamment parce que le COSOP prévoit le recrutement à temps partiel d'un coordonnateur ou d'une coordonnatrice dans le pays. L'équipe de pays FIDA/Comores participe activement à la plateforme de coordination des bailleurs et partenaires techniques créée dans l'Union des Comores dans le cadre du Forum des partenaires au développement (FPAD), ainsi qu'au groupe de travail des partenaires du développement rural. Dans le cadre du partenariat entre les organismes ayant leur siège à Rome, un dialogue régulier est assuré avec la FAO (les interactions avec cette dernière sont facilitées par le partage d'un bureau conjoint à Madagascar).</p>